

Agriculture bio : comment en est-on arrivé là ?

L'essor de l'agriculture bio

Le Grenelle de l'environnement en 2008 sous le septennat de Sarkozy a permis la révélation des dangers des pesticides. Finies les émissions sur ce sujet à 23h45 quand tout le monde est parti se coucher ! Place au 20h45 sur des chaînes publiques ! De ce fait, il y a eu une croissance énorme de la consommation et des conversions en agriculture biologique. Mais ce sont essentiellement les catégories les plus aisées qui constituaient la clientèle des produits bios.

L'agriculture bio sabordée

Après une politique de soutien à l'AB, les gouvernements successifs ont considéré que « le marché portait suffisamment la bio et qu'elle n'avait donc plus besoin de soutien public ». Cela s'est traduit notamment par la suppression de l'aide au maintien de l'AB, alors que le surcoût de production est d'environ 30 %.

La flambée de l'inflation a laminé le pouvoir d'achat des classes moyennes et augmenté encore le coût des intrants. Là comme ailleurs, le niveau de la demande a baissé et mis en difficulté l'agriculture biologique. Les premières ventes qui s'effondrent, ce sont celles des fruits et légumes, dont la consommation est pourtant recommandée : 5 fruits et légumes par jour ! Même la grande distribution s'inquiète des conséquences sur la santé publique...

Une régression validée par le duo gouvernement - FNSEA

En début d'année, Gabriel Attal a validé toutes les demandes de la FNSEA. Incapables d'assurer les prix payés aux producteurs à un niveau qui leur permette de vivre, le duo Attal/Rousseau veut nous faire croire que l'utilisation sans frein de produits toxiques permettrait une hausse des revenus agricoles.

Tout cela crée un climat défavorable à l'agriculture biologique, à ses produits qualifiés de « trop chers ». Ses effets positifs sur la santé, sur la qualité de l'environnement, des sols et de l'eau sont l'objet d'une propagande négationniste au plus haut niveau.



Il faut une représentation à la hauteur des enjeux

Le Ministère de l'agriculture prend ses décisions en consultant les acteurs du monde agricole. Les Chambres sont censées représenter tous les agriculteurs et sont donc écoutées. Tant que le trader international de l'agro-alimentaire Arnaud Rousseau sera le plus écouté, rien ne bougera.

Pour que ça bouge, votez pour la Confédération paysanne.

Nos revendications pour la bio

- L'accompagnement des conversions et des nouvelles installations.
- Une reconnaissance des bienfaits de l'agriculture biologique soutenue structurellement par des paiements pour services environnementaux (PSE).
- Le retour d'une aide aux producteur·rices déjà engagé·es en bio (ex. : la MAB supprimée par la France en 2017).
- Une aide conjoncturelle forfaitaire de 15000 euros par ferme. Nous avons proposé aux parlementaires de la défendre lors du débat du PLF 2024. Cette aide coûterait 910 millions d'euros.
- L'application immédiate des 20 % en bio en restauration collective imposée par la loi Egalim promulguée en 2018 (toujours non respectée à ce jour). Ces mesures doivent être contraignantes.
- Des politiques publiques structurelles pour réguler le marché : transparence sur les indicateurs et chiffres de la bio, fin des surmarges.
- Le maintien d'un cahier des charges exigeant.